

Le Courriel d'information

n°230 – Mardi 24 avril 2001.

SO-So-So ! SOLIDARITE

Dans ce numéro

En bref...

1- Washington, appel à mobilisation. Lors de la prochaine réunion d'automne à Washington du FMI et de la banque mondiale, des mobilisations sont déjà prévues. Durant quelques jours elles doivent réunir dans la capitale américaine différents mouvements.
2- Congrès européen citoyen. En septembre alors que la présidence de l'Union européenne sera tenue par la Belgique un Congrès citoyen, au moment où se déroulera une réunion des ministres des finances : Ecofin, permettra de faire le point ensemble.
3- Constitution d'ATTAC Espagne. Existaient dans plusieurs provinces espagnoles des ATTAC depuis déjà quelques mois, voire un an. Aujourd'hui ces différents mouvements se sont réunis afin de constituer une coordination nationale.
4- Brèves d'OMC. La vision du gouvernement américain sur ce qui les dérange chez les autres.
5- Québec. Le week-end dernier une très forte mobilisation a eu lieu à Québec. Plus de 50 000 personnes ont défilé dans les rues, pratiqué de la désobéissance civile pacifique et ont gagné une légitimité dans la rue, celle non seulement de la contestation, mais plus encore de la proposition. Contre la Zone de libre-échange des Amériques mais pour des échanges solidaires et du commerce équitable, pour l'environnement, pour une politique économique coordonnée et une régulation de la finance.

Washington, appel à mobilisation

MERCI DE DIFFUSER LARGEMENT.

Mobilisation en septembre 2001 ! A vos Agendas ! Washington DC : du 28 septembre au 4 octobre.

Un appel en provenance de : 50 Years Is Enough Network ; Mexico Solidarity Network ; Essential Action ; Center for Economic Justice ; Nicaragua Network ; Global Exchange ; Jubilee South Africa ; ACERCA; Native Forest Network - Gulf of Maine Native Forest Network - Southwestern US; Native Forest Network - Eastern North America Resource Center; STITCH; Freedom from Debt Coalition (Philippines); Alliance for Global Justice; Campaign for Labor Rights; Jobs with Justice

Le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale tiendront leur assemblée générale annuelle et commune à Washington DC du 28 septembre au 4 octobre 2001.

Nous appelons les activistes du monde entier à venir à Washington pendant cette semaine, pour protester et dénoncer l'illégitimité de ces institutions et des responsables qui s'octroient le droit de déterminer le cours de l'économie mondiale.

En avril 2000, 30000 activistes étaient venus à Washington pour protester contre l'assemblée du FMI et de la Banque Mondiale qui a eu lieu au printemps. A l'automne, l'assemblée représente une cible encore plus importante pour les protestations : il ne s'agit plus de



quelques centaines de banquiers et de bureaucrates, mais de vingt mille d'entre eux, qui affluent à Washington pour l'assemblée annuelle.

Le FMI et la Banque Mondiale sont les principaux architectes de la mondialisation néo-libérale. Aux Etats-Unis et pour l'année 2001, leur réunion à Washington constitue le rassemblement le plus important des partisans d'une mondialisation menée par les Multinationales. Il est impératif que les supporters d'une justice économique mondiale envoient un message clair : le mouvement pour la justice mondiale ne cesse de se développer. Il ne tolèrera pas que ces institutions et les gouvernements du G7 continuent à façonner le monde au profit des entreprises et des nantis, et à refuser à la majorité des gens de ce monde l'accès le plus élémentaire à la justice.

Parmi les groupes à l'origine de cet appel, se trouvent ceux qui lancèrent le premier appel pour la mobilisation d'avril 2000. Nous avons aidé à créer la mobilisation pour une Justice Mondiale lors de cet événement. En coordination avec 'Jobs with Justice' et d'autres, nous avons aussi aidé à l'organisation de plus de 65 évènements à l'échelle nationale, en solidarité avec les manifestants de Prague lors de l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque Mondiale en septembre 2000. Ceux d'entre nous qui sont à Washington font maintenant parti d'une coalition locale qui organise des colloques, des cours et des manifestations contre la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) et nous sommes solidaires des activistes qui s'y opposeront lors du Sommet de Amériques à Québec du 18 au 22 avril. A Washington, nous manifesterons devant les bureaux du Représentant du Commerce des Etats-Unis et autour de la réunion de printemps du FMI et de la Banque Mondiale le 29 Avril. Les actions de Washington se concentreront sur la ZLEA et nous établiront le lien entre les positions économiques du FMI et de la Banque Mondiale avec le régime économique incarné par la ZLEA.

En septembre 2001, nous nous efforcerons de rassembler une coalition de forces de la même amplitude que celle qui s'était réunie en avril 2000. Nous continuerons de rallier les nombreux groupes aux Etats-Unis qui travaillent sur les sujets que le FMI et la Banque Mondiale veulent étouffer : l'accès aux soins, la réforme de la sécu, les droits des travailleurs, les discriminations, les gens de couleur, l'environnement etc.

C'est maintenant que nous lançons cet appel, bien avant le début officiel de cet effort d'organisation, afin d'alerter les activistes sur cette action incontournable.
Au Forum Social Mondial de Porto Alegre, au Brésil, qui attira 16000 activistes en janvier 2001, les manifestations contre le FMI et la Banque Mondiale prévues pour septembre ont rencontré un large soutien. A Porto Alegre, nous avons distribué 2000 tracts (en Portugais, Anglais, Espagnol et Français) qui invitent les gens à venir à Washington entre le 28 septembre et le 4 octobre.

Le Réseau de '50 years is enough' fera parvenir au FMI et à la Banque Mondiale, une liste de revendications développée avec leurs collègues de 'Global South', que nous espérons voir prises en compte. Parmi les préparations aux actions de Septembre, le Réseau en coopération avec d'autres associations, organisera des tournées de conférences aux Etats-Unis et au Canada. Leur collègues de 'Global South' y partageront leurs expériences et leur combat contre la mondialisation menée par les corporations, le poids de la dette internationale, les programmes d'ajustements structurels, la crise du SIDA/HIV, l'oppression économique et politique, ainsi que leurs efforts d'organisation en prévision des actions de septembre.

Pour plus d'information, contacter le réseau '50 Years is Enough' wb50years@igc.org tel: +1-202-463-2265 http://www50years.org

Traduction : Michel Castaignet et Fanny Lainey, traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org

Congrès européen citoyen

Invitation à l'initiative d'ATTAC pour la présidence belge à l'UE

1. Contexte

La Belgique s'apprête à présider l'Union européenne au second semestre 2001. Cette présidence aura d'autant plus d'importance qu'elle précédera l'entrée en vigueur de l'euro (monnaie palpable) et que la Belgique abrite les institutions européennes.

2. Objectif

Créer un espace public européen et mettre sur pied une journée de réflexion rassemblant les mouvements sociaux et citoyens de toute l'Europe. L'objectif final est la définition d'alternatives pour une autre Europe et pour un



autre monde, dans la foulée du Sommet social alternatif de Genève (juin 2000), de la Conférence panafricaine de Dakar (décembre 2000) et du Forum social mondial de Porto Alegre (janvier 2001). L'objectif final est la définition de points de convergences et de revendications européennes communes - en vue de la grande manifestation de décembre (sommet de Laeken) et des mobilisations futures.

3. Date et lieu

Les 22 et 23 septembre à Liège (dans les bâtiments de l'Université - Place du XX août), parallèlement à la réunion de l'Ecofin (Conseil des ministres des Finances européens) qui se déroulera au Palais des Congrès de Liège.

4. Public invité

L'objectif est de rassembler un échantillon le plus représentatif possible des mouvements sociaux et citoyens européens. Aussi, le Congrès européen citoyen (CEC) est ouvert à tout représentant d'association, d'ONG, de syndicat, de publication et aux universitaires ayant des alternatives concrètes à proposer en rapport aux problématiques soulevées dans les ateliers.

5. Sujets des ateliers

Les thématiques abordées seront divisées en quatre ateliers. L'objectif est que chaque représentant d'organisation propose des alternatives concrètes sur la problématique abordée dans l'atelier auquel il participe. Un "document martyr" élaboré par ATTAC servira de référence de départ sur laquelle débattre.

Les quatre ateliers débattront des problématiques suivantes :

·Taxe Tobin, paradis fiscaux et harmonisation fiscale;
·Europe sociale et services publics (éducation, santé, eau, transports, retraites, etc.);
·OMC (Organisation mondiale du commerce) et Comité 133;
·Dette du Tiers Monde, institutions financières internationales et financement du développement.

6. Organisation du week-end

Le Congrès débutera par une plénière où chaque problématique sera exposée. Les travaux en atelier pourront ensuite avoir lieu (chaque atelier pouvant accueillir un maximum de 150 représentants). Leur but est de rassembler un échantillon le plus représentatif possible des mouvements sociaux et citoyens européens et de débattre sur les ALTERNATIVES.

Des activités artistiques et culturelles auront simultanément lieu aux alentours de l'Université. Pour le logement des participants, une coordination est assurée depuis le secrétariat d'ATTAC-Liège (voir le formulaire d'inscription).

AVIS IMPORTANT !!! Cette invitation n'est pas nominative. L'objectif du Congrès est de rassembler une importante représentativité européenne dans chaque atelier. Transmettez donc cette invitation à vos partenaires européens !!! Ils sont tous les bienvenus !!!

Bulletin d'inscription

Nom :
Prénom :
Organisation :
Pays :
Tél.:
Email :
Adresse :

q Je m'inscris au CEC et désire participer à l'atelier ...
q Je désire une prise de parole de ...... minutes afin de proposer mes alternatives pour cet atelier.
q Ma langue maternelle est :
q Les langues étrangères que je comprends sont :
q Je désire profiter de l'offre de logement chez l'habitant.
q Je désire recevoir une liste d'hôtels et autres logements.
q Je vous adresse ci-joint une contribution intitulée (...) à joindre au dossier préparatoire (merci de nous en adresser si possible une version informatique par courrier électronique) et portant sur l'atelier :
q Je vous adresserai une contribution intitulée : (...) qui vous parviendra avant le (...) 2001 et portera sur l'atelier : ....

A RENVOYER AVANT LE 30 JUIN 2001 à ATTAC Liège 48 rue du Beau Mur 4030 Liège

Contact : Arnaud Zacharie (+32.(0)4.237.05.77) - E mail : belgium@attac.org

Constitution d'ATTAC Espagne

Suite à la 1ere Conférence Territoriale qui s'est tenue le 30 mars 2001 à Barcelone et à laquelle



ont participé des délégations de congressistes et d'observateurs de ATTAC Andalousie, Aragon, Canaries, Castille-Leon, Catalogne, Galice, Madrid, Majorque et Pays Valencien, a été constituée ATTAC-Espagne.

ATTAC, qui a comme objectif de rendre le pouvoir de décision aux citoyens, propose d'établir des mécanismes démocratiques de régulation et de contrôle des marchés et du système financier international, comme entre autres, grever les transactions spéculatives sur les marchés des devises d'un impôt connu sous le nom de Taxe Tobin, et supprimer les paradis fiscaux. Un autre de ses objectifs est de favoriser et renforcer le développement d'une opinion publique mondiale indépendante, active et bien informée. ATTAC considère qu'il n'est ni acceptable, ni juste et que ne doit pas se poursuivre le fait que pour affermir et augmenter le pouvoir et la richesse d'une infime minorité, on impose la destruction de la nature et la misère, le risque et l'insécurité pour le plus grand nombre.

ATTAC, le mouvement international né d'une initiative du directeur du Monde Diplomatique, Ignacio Ramonet, en 1997, s'est constitué au niveau national en fin de semaine dernière (30 mars 2001) à Barcelone. Sa première Conférence Territoriale ou Congrès Constituant est le fruit du pacte qui lie les différentes associations civiques constituées sur le territoire espagnol dans le but de promouvoir les objectifs du mouvement international ATTAC.

ATTAC se définit comme un mouvement international pour le contrôle démocratique des marchés financiers et de leurs institutions, afin de rendre la faculté de décider aux citoyens et d'éviter l'érosion à laquelle est soumise la démocratie de la part des pouvoirs financiers mondiaux.

Depuis ses origines ce mouvement international se propose de renforcer, mettre en relation et coordonner sur le plan international l'intervention des associés qui se reconnaissent dans sa plate-forme. Il est pluraliste et il s'enrichit de la diversité de ses composants comme moyen pour favoriser l'action commune.

En accord avec les finalités définies auparavant, dans le Statut ou Charte fondatrice ses principes d'organisation tendent à garantir le fait que l'association se consacrera à ses buts civiques, en évitant les déviations vers d'autres fins parasites.

Ainsi tout type de subventions, publiques ou privées, qui pourraient conditionner son autonomie est exclu ; la durée des responsabilités est limitée à deux ans maximum sans possibilité de réélection, tout professionnalisme est écarté, moyens d'empêcher l'apparition en interne d'un groupe qui, en fonction de ses propres intérêts, détournerait le mouvement de ses buts, il est interdit de cumuler une responsabilité dans ATTAC et une responsabilité publique ou dans des organisations partisanes pour éviter la confusion du public sur l'identité et les objectifs.

Quant aux moyens à utiliser on en pose par principe la nécessaire adéquation avec les buts, de sorte qu'ils tendront toujours à la prise de conscience et à la participation des citoyens, ou ce qui revient au même, à la formation d'une opinion publique correctement informée des problèmes et des différentes solutions alternatives, car il n'est pas obligatoire de se résigner à accepter les dogmes que propose la pensée unique à travers le chantage qu'imposent les pouvoirs économiques.

De la même façon, pour des raisons de simple cohérence avec les buts du mouvement, face à la violence institutionnalisée du pouvoir d'état oppresseur qu'imposent les solutions des pouvoirs financiers et les institutions qui leur servent de couverture (FMI, BM, OMC, OCDE) la violence sous quelque forme que ce soit en tant que pratique pour résoudre les conflits est rejetée et sont revendiqués les principes de la non-violence comme méthode d'action.

Andalousie, siège national de ATTAC Espagne

Le Bureau de Coordination national sera doté d'un secrétariat ou Bureau de Gestion et de Correspondance, qui sera tournant par ordre alphabétique. ATTAC Andalousie en assumera, donc, la responsabilité et établira le siège de ATTAC-Espagne à Malaga (Ateneo de Málaga, C/ Compañía, n° 2), son site sur Internet étant www.local.attac.org/andalucia

José Vidal-Beneyto avec ATTAC

Une fois approuvés l'Acte constitutif et la Charte ou Statut Fondateurs, le Manifeste et le Programme d'activités d'ATTAC-Espagne pour l'année à venir, le professeur Vidal-Beneyto, président des "Amis du Monde Diplomatique" et directeur du Collège des Hautes Etudes Européennes de Paris, a donné une conférence : "Mondialisation et Résistances Citoyennes".



Dans son intervention lucide et sensible, le camarade Vidal-Beneyto nous a éclairés au sujet des plages de résistance face à l'offensive ultra-libérale des dernières décennies. De sorte que, "les mouvements partisans d'une mondialisation alternative comme ATTAC", suivant les poétiques paroles avec lesquelles il termina son intervention, "représentent pour beaucoup la dernière plage. Mais mon cher ami Luis (dit-il en se référant au président de l'Association hôte de la Conférence) de cette plage personne ne nous délogera". Ces mouvements seraient l'espace où la gauche peut saisir sa chance, le lieu possible où reconstruire ses idées et sa propre identité.

Le professeur Vidal-Beneyto nous parla des résistances et mit en relief le rôle des femmes dans le monde entier. Ainsi en commentant le livre "Echec à la Globalisation" de Pepa Roma, nous parla-t-il des Mères de la Place de Mai, mais aussi des mères russes et des mères serbes qui affrontant tous les dangers, exigent la fin de guerres injustes, et sûrement inutiles, qui leur arrachent leurs fils, de la fillette sauvée de la prostitution en Thaïlande et transportée à Paris et de sa lutte contre la prostitution des enfants, et de beaucoup d'autres femmes qui sont le fer de lance de la résistance en tant d'endroits du Tiers Monde et du monde entier.

Comité de soutien

ATTAC-Espagne aura un Conseil d'Appui qui regroupera des scientifiques, des écrivains et des intellectuels critiques connus, il sera présidé par José Vidal-Beneyto, et selon ce qu'a annoncé le professeur "il comprendra une centaine de personnalités, parmi lesquelles on trouve José Saramago, Ignacio Ramonet, Juan Goytisolo, José Luis Sampedro, Rosa Regás, Joan Martinez Alier, José Manuel Naredo, Carlos Berzosa; Francisco Fernandez Buey, Arcadi Oliveras...

Contacter ATTAC Espagne : http://attac.org/contact

Maryse Hakenholz et Frédéric Champion, traducteurs bénévoles, coorditrad@attac.org

Brèves d'OMC

Publication des mesures que les USA n'approuvent pas chez ses partenaires commerciaux

Le 30 Mars 2001 le Bureau du Représentant US au Commerce a fait paraître son Rapport 2001 sur les Obstacles au Commerce à l'Etranger. En voici la synthèse par régions :

Afrique : 8 pays sub-sahariens sont passés en revue. Les USA se félicitent de la réduction de leurs tarifs douaniers mais estiment qu'ils "restent élevés dans certains pays et selon les secteurs". En particulier "l'application inefficace des droits sur la propriété intellectuelle, les délais coûteux du passage en douane ainsi que la corruption" ambiante.

Canada : Bien que ce pays soit le principal partenaire commercial des USA, le rapport indique qu'un certain nombre de problèmes "menacent cette coopération". Les USA "continuent d'être préoccupés par les manquements aux principes du marché dans le système canadien d'aménagement des forets", contenus dans l'Accord américano-canadien sur le bois de 96 et qui arrive à terme le 31 Mars 2001. D'autre part l'Office du Blé canadien "continue de jouir d'un statut de monopole ayant reçu l'aval du gouvernement, ainsi que d'autres privilèges, qui restreignent la concurrence". Le Canada qui "s'était engagé à mettre en conformité son régime des subventions à l'exportation de ses produits laitiers" avec les règles de l'OMC au 31 Janvier dernier, "a adopté des programmes qui, tout au contraire, reproduisent l'ancien régime pour l'essentiel". Ce qui a amené les USA "à demander à l'OMC l'autorisation de suspendre les concessions commerciales avec ce pays si la plainte est jugée avérée".

Chine : Les USA estiment que "les normes d'importation sanitaires et phytosanitaires sont utilisées pour créer des obstacles aux importations des produits qui bénéficieront de la baisse des tarifs douaniers a partir de l'accession de la Chine". L'importation de certains "produits allant des cosmétiques au matériel médical doivent subir une inspection portant sur la sécurité et la qualité qui font double emploi" [avec celle à laquelle ils ont déjà été soumis aux USA] "et qui se révèlent coûteuses". L'importation de produits agricole (blé, volaille, agrumes) "a été arbitrairement bloquée" selon le rapport US. Le manque de transparence concernant la "notification et les applications législatives et réglementaires chinoises existantes posent problème au monde des affaires". Le régime de protection des droits de propriété intellectuelle s'est amélioré; mais "le piratage des copyrights et un niveau élevé de contre-façons continuent" d'exister.

Union Européenne : Plusieurs politiques de l'UE "continuent de faire obstacle de façon significative aux intérêts économiques US" :


attac

"régime de la banane; interdiction du boeuf US traité aux hormones et de leurs produits génétiquement modifiés; aides financières gouvernementales à l'industrie aéronautique; normes européennes et procédures de certification et de tests largement différentes" de celles des USA.

L'Inde : "continue d'imposer des obstacles aux importations de produits US de façon substantielle" : "droits de douanes élevés et nombre de mesures non-tarifaires en particulier un régime coûteux d'attribution de licences à l'importation.". La protection de la propriété intellectuelle se révèle inefficace [l'Inde est un des pays visés par les labo. pharmaceutiques US pour la fabrication de médicaments génériques] Contestée devant l'Organe des Règlements des Différends de l'OMC, la politique indienne consistant à lier l'importation automobile aux investissements, au contenu local dans le produit fini et à l'état de la balance commerciale. "L'introduction récente par l'Inde de nouvelles règles d'étiquetage et d'autres exigences normatives pourraient avoir des répercussions négatives sur les exportations US vers l'Inde".

Japon : Des obstacles persistants à l'accès à son marché, des rigidités structurelles et une réglementation "excessive" "limitent les possibilités des entreprises US de commercer avec le Japon" Le rapport de 2001 propose la révision du Code Commercial du Japon (qui établit le cadre réglementaire pour faire du commerce au Japon) Les USA se montrent particulièrement préoccupés par "les obstacles entourant le secteur des télécoms (évalué à 131 Mds $)" Egalement par "l'augmentation des obstacles au marché agricole japonais, notamment pour le riz d'origine US". [Les importations totales du pays pour ce produit passant de 8 % selon les obligations du GATT à 2.5 % de sa consommation en 99] .Le Japon devrait (toujours selon le rapport) "se conformer aux règlements de l'OMC en faveur des USA sur les tests variétaux" [tests de Monsanto et alii ?; Le Japon a jusqu'ici refusé l'importation et la distribution d'OGM]

Corée : Des droits élevés et d'autres moyens destinés à limiter les importations se combinent pour restreindre sévèrement l'accès de son marché aux produits US. Le marché coréen automobile demeure pratiquement fermé aux groupes US.
Le pays impose des droits élevés et maintient d'autres obstacles sur un grand nombre de produits agricoles et piscicole. Les USA se plaignent aussi de la "récente mesure gouvernementale sur les prêts qui aurait un impact négatif sur les efforts de restructuration du pays" et qu'ils jugent "contraire à ses engagements devant l'OMC". La protection des droits de propriété intellectuelle en Corée leur semble aussi "poser un sérieux problème" Enfin l'implication gouvernementale de la Corée dans son industrie de l'acier est de longue date un sujet qui préoccupe les USA.

Mexique : 2° plus important marché commercial bilatéral pour les USA. Il a été le marché d'exportations US qui s'est le plus vité développé ses 7 dernières années [l'ALENA a vraiment été une bonne chose ...pour les USA).
Mais même ce "bon élève" pourrait encore mieux faire : Certains sujets de première importance n'ont pas reçu de mise en conformité avec les engagements du pays à l'OMC. "Il a échoué à assurer la concurrence de son marché dans les services internationaux". Il a manqué à ses obligations "d'appliquer ses règlements pour empêcher son principal service de télécoms, Telmex, de s'engager dans une politique anti-compétitive".

La question reste donc posée de savoir si tous ces litiges qui ne sont pas minimes pourront etre résolus par "consensus"

Groupe de travail « Traités internationaux ».
omc.marseille@attac.org

Québec

« So-so-so-solidarité ! » scandait la foule dans la ville basse de Québec, tandis que dans la ville haute, derrière un mur de quelques kilomètres de long, derrière 6500 policiers et autres forces anti-émeute, derrière un nuage de gaz lacrymogène et de gaz au poivre, 34 chefs d'état décidaient d'un clause démocratique à l'accord de libre-échange des Amériques qui sera mis en œuvre à partir de 2005.

Evidemment le président Bush en particulier, ne se sentait pas visé par la clause démocratique... mais on sentait bien que l'absent Castro devait en trembler. Pas de commerce sans démocratie. Ne demandez pas une définition claire de la démocratie. Le président d'Haïti dont l'élection a été entachée de problèmes graves faisait partie des signataires. On a noté que le président « mal-élu » avait initié de gros efforts. Quoiqu'il en soit, Bush, signe, mais doit en référer au Congrès. Et justement la prochaine grosse mobilisation des américains aura lieu en avril autour de la tentative du gouvernement de



récupérer le pouvoir commercial, « fast-track », qu'il n'est pas certain de réussir à re-gagner.

50000 personnes samedi défilaient donc dans la ville basse de Québec. La manifestation contre la ZLEA a été un très vif succès tant au niveau du nombre de personnes que du message qu'elle portait. Les médias ne s'y sont du reste pas trompés. Les journaux francophones et anglophones donnaient une impression globalement positive de la mobilisation. CNN a du reste interrompu la veille ces émissions régulières pour, durant trois heures, suivre les événements en direct. Dans la foule très compacte et déterminée, on pouvait distinguer syndicats, mouvements de jeunes et autres organisations. La diversité renforçait très nettement la force de l'ensemble derrière des slogans partagés et surtout derrière une même volonté de stopper le processus de libéralisation sauvage qui est entrain de se mettre en place. La population de la ville, souvent à son balcon, à sa fenêtre ou sur les trottoirs accompagnait les manifestants d'encouragements.

Cette manifestation, samedi, s'inscrit donc dans l'histoire des mobilisations de Seattle, Washington, Prague, Nice... Elle en marque une étape importante, d'abord à cause de la très forte mobilisation de la partie nord du continent, bien que des représentant(e)s des trente quatre pays se trouvaient y participer, francophone (en grande majorité dans cette manifestation) et anglophone. Ensuite car la détermination, l'impression de toutes et de tous de faire un pas en avant et de participer ce faisant à l'écriture d'une histoire globale, la notre, et la cohérence, la très grande clarté de la cible ZLEA mais aussi du processus de libéralisation en lui-même et les similarités qui existent entre la fabrication d'une zone de libre échange, les plans d'ajustement structurels du FMI, les politiques économiques de la Banque mondiale, les décisions obscures de l'OMC, la marchandisation de l'ensemble des activités humaines sous la pression des multinationales par l'intermédiaire de « nos » gouvernements, sont deux éléments essentiels qui s'inscrivent dans la rue elle-même. Personne ne pouvait s'y tromper, cette foule venait bel et bien sur une revendication globale et unique, forte, partagé ici entre le monde hispanophone, francophone et anglophone. Ceci est sans doute quand on le compare à Seattle, une évolution très positive du mouvement entrain de se faire qui réussit à mobiliser dans un même cortège des syndicats aux mouvements citoyens.

Bien entendu les modes d'action ne sont pas toujours les mêmes. Si tout le monde a participé au cortège de la ville basse, de nombreuses personnes sont montées jusqu'à la ville haute, près du mur qui est tombé plusieurs fois.

Depuis la veille des manifestations, surtout organisées par les étudiant(e)s mais auxquelles se sont mêlés certains syndicats dès vendredi, ont pris comme cible le mur de la honte qui entourait la zone de la ville, tout en haut, là où se réunissait le sommet. Ce mur de grillage et de béton a coûté 100 millions de dollars canadiens aux contribuables. Vendredi il a tenu 10 minutes avant que de grandes parties ne tombent. Une petite foule envahit le périmètre interdit. La police manœuvre. Les manifestant(e)s amène une énorme catapulte. Nous l'aidons à se mettre en place dans le périmètre. La police semble hésiter. Le groupe en charge de l'énorme machine la tend, la prépare. La police semble vouloir avancer mais des barrières anti-foule installées par les manifestants les en empêche. Feu ! Un premier ours en peluche, rose avec de superbes oreilles, vole et atteint les rangs de la police. On rebande le ressort de la catapulte. Un nouvel ours en peluche est envoyé à l'assaut des casques et des matraques, des boucliers et des masques à gaz, des armures. Durant une quinzaine de minutes sous le feu de la catapulte à ours en peluche, la police est tenue en échec.

Inutile de dire qu'après plusieurs dizaines de grenades au poivre et de lacrymogène, le terrain est reconquit par la police. Mais ce n'est qu'une petite victoire, déjà plus loin, le mur tombe à nouveau. Ailleurs d'autres cortèges l'atteignent et s'installent devant cette cicatrice qui partage la ville en deux hermétiquement. Vendredi entre 6 et 8 mille personnes réussissent à assiéger le sommet de leur propre ville envahit par trente quatre personnes protégées par quelques milliers de policiers. Les vents ou les dieux comme on le voudra, sont du reste avec nous, puisque les gaz sont refoulés vers les systèmes d'aération des grands hôtels et des salles de réunion. On étouffe, on pleure, on a la peau qui brûle. Les pompiers interviennent dans la zone interdite afin de « nettoyer » tout cela et pour tenter de faire disparaître les gaz irritants des tapis rouges et des salles de réunion. Le sommet aura plus d'une heure de retard.

Jusqu'au lendemain, le plus souvent avec un très grand calme, les manifestant(e)s se regroupent dans toute la ville ou devant le mur. La police intervient maintenant avec violence. L'ennemi des manifestant(e)s même pour ceux qui choisissent l'action la plus directe possible est bien le mur et les forces qui le gardent.



Malgré les bruits qui ont couru et qui ont forcé les commerçants à installer des planches de bois devant leur vitrine, la ville ne sera pas mise à sac par des hordes sauvages de jeunes déchaînés. Bien au contraire. A l'issue de 48h d'intervention policière les habitants se plaignaient plutôt de ne plus pouvoir respirer chez eux, voire de troubles plus gênants.

Québec, par sa mobilisation et sa détermination importante, entre donc aujourd'hui dans une suite d'évènements pour construire un autre monde possible. Il s'agit de prolonger encore plus cette marche en avant qui s'arrêtera en juillet à Gènes.

Laurent Jésover. Rédacteur journal@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)